

**Chambre des Représentants
de Belgique**

SESSION ORDINAIRE 1990-1991

21 JUIN 1991

RAPPORT

**concernant les Conférences
intergouvernementales sur
l'Union politique européenne et sur
l'Union économique et monétaire**

**FAIT AU NOM DU COMITE D'AVIS CHARGE
DE QUESTIONS EUROPEENNES**

**PAR
MME. KESTELIJN-SIERENS
ET MM. SIMONS,
VAN DER MAELEN ET DE GUCHT (PE)**

MESDAMES, MESSIEURS,

Lors de ses réunions du 22, 23 et 30 mai et du 17 et 21 juin 1991 le Comité d'Avis a fait un bilan provisoire des Conférences intergouvernementales sur l'Union politique européenne et sur l'Union économique et monétaire.

(1) Composition du Comité d'Avis :

Président : M. Nothomb.

A. — Chambre des Représentants :	B. — Parlement européen :
C.V.P. Mme Kestelijn-Sierens, M. Van Wambeke	MM. Marck, Pinxten.
P.S. MM. De Raet, Santkin.	M. Di Rupo, Mme Dury.
S.P. MM. Van der Maelen, Willockx.	MM. Galle, Van Outrive.
P.V.V. M. Mahieu.	M. De Gucht.
P.R.L. M. Damseaux.	M. de Donnée.
P.S.C. M. Gehlen.	M. Herman.
V.U. Mme Maes.	M. Lannoye.
Agalev/ Ecolo	

**Belgische Kamer
van Volksvertegenwoordigers**

GEWONE ZITTING 1990-1991

21 JUNI 1991

VERSLAG

**betreffende de Intergouvernementele
Conferenties inzake de
Europese Politieke Unie en
de Economische en Monetaire Unie**

**NAMENS HET ADVIESCOMITE VOOR
EUROPESE AANGELEGENHEDEN**

**UITGEBRACHT DOOR
MEVR. KESTELIJN-SIERENS
EN DE HEREN SIMONS,
VAN DER MAELEN EN DE GUCHT (EP)**

DAMES EN HEREN,

Het Adviescomité heeft in de vergaderingen van 22, 23 en 30 mei, en van 17 en 21 juni 1991 een tussentijdse balans opgemaakt van de Intergouvernementele Conferenties inzake de Europese Politieke Unie en de Economische en Monetaire Unie.

(1) Samenstelling van het Adviescomité :

Voorzitter : de heer Nothomb.

A. — Kamer van Volksvertegenwoordigers :	B. — Europees Parlement :
C.V.P. Mevr. Kestelijn-Sierens, H. Van Wambeke	HH. Marck, Pinxten.
P.S. HH. De Raet, Santkin.	H. Di Rupo, Mevr. Dury.
S.P. HH. Van der Maelen, Willockx.	HH. Galle, Van Outrive.
P.V.V. H. Mahieu.	H. De Gucht.
P.R.L. H. Damseaux.	H. de Donnée.
P.S.C. H. Gehlen.	H. Herman.
V.U. Mevr. Maes.	H. Lannoye.
Agalev/ Ecolo	

1. Les Conférences intergouvernementales

Le 15 décembre 1990, les Conférences intergouvernementales sur l'Union politique et sur l'Union économique et monétaire ont officiellement été déclarées ouvertes à Rome.

Ces conférences visent à modifier les traités qui constituent le fondement de la Communauté européenne, en vue de réaliser une Union politique de type fédéral, avec, comme caractéristiques principales, une politique étrangère commune, l'inscription du principe de subsidiarité dans le Traité, l'extension des compétences de l'Union par rapport à celles de la Communauté économique européenne actuelle et — last but not least — le renforcement de la composante démocratique, notamment par l'octroi du droit de codécision au Parlement européen et la réalisation d'une Union monétaire européenne dotée de taux de change fixes, d'une seule monnaie et d'un système européen de banques centrales.

2. Le suivi des Conférences intergouvernementales

En vue d'assurer la défense des idées exprimées dans le mémorandum belge (Doc. Chambre, n° 1350/1 - 90/91) et dans la Déclaration finale adoptée par la Conférence des Parlements de la Communauté européenne (Rome, du 27 au 30 novembre 1990) par le Gouvernement belge lors des Conférences intergouvernementales (CIG) sur l'Union économique et monétaire (UEM) et sur l'Union politique (UP), le Comité d'avis chargé de questions européennes a régulièrement entendu, pendant la présidence luxembourgeoise du Conseil de ministres européen, les membres compétents du gouvernement belge et a formulé des observations sur l'évolution des CIG.

Le Gouvernement s'était en effet déclaré prêt à instaurer un dialogue avec le Parlement au fur et à mesure du déroulement des Conférences intergouvernementales (cf. Doc. Chambre n° 1427/1 - 1990-1991, Rapport sur la Conférence des Parlements de la Communauté européenne - Rome, 27-30 novembre 1990, p. 25).

En plus des membres du Gouvernement belge, le Comité d'avis a également entendu le Secrétaire général de la Commission des Communautés européennes, concernant les propositions déposées par la Commission auprès des CIG sur l'Union politique.

Ces auditions ont permis aux membres d'avoir un aperçu des propositions faites par les différentes instances, à savoir :

- la Commission européenne;
- les gouvernements nationaux;
- le Parlement européen;
- le Conseil de Ministres européen.

1. De Intergouvernementele Conferenties

Op 15 december 1990 werden de Intergouvernementele Conferenties over de Politieke Unie en over de Economische en Monetaire Unie formeel geopend te Rome.

Deze strekken ertoe de Verdragen welke aan de basis liggen van de Europese Gemeenschap te wijzigen met het oog op het totstandbrengen van een Politieke Unie van het federale type, met als voornaamste kenmerken een gemeenschappelijk buitenlands beleid, de inschrijving van het beginsel van de subsidiariteit in het Verdrag, de uitbreiding van de bevoegdheden van de Unie ten opzichte van deze van de huidige Europese Economische Gemeenschap en last but not least de versteviging van de democratische component door onder andere de toekenning van het medebeslissingsrecht aan het Europese Parlement, en de uitbouw van een Europese Monetaire Unie met onveranderlijke wisselkoersen, één munt en een Europees systeem van centrale banken.

2. Opvolging van de Intergouvernementele Conferenties

Ten einde te garanderen dat de Belgische Regering de ideeën, die verwoord zijn in het Belgische memorandum (Stuk Kamer, n° 1350/1 - 90/91) en in de door de Conferentie van de Parlementen van de Europese Gemeenschap (Rome, 27-30 november 1990) aangenomen Slotverklaring verdedigt tijdens de Intergouvernementele Conferenties (IGC) over de Economische en Monetaire Unie (EMU) en de Politieke Unie (PU), heeft het Adviescomité voor Europese aangelegenheden gedurende het Luxemburgs Voorzitterschap (januari - juni 1991) van de Europese Ministerraad regelmatig de bevoegde Belgische Regeringsleden gehoord en opmerkingen geformuleerd over de evolutie van de IGC.

De Regering had zich immers bereid verklaard om aansluitend op de IGC een dialoog met het Parlement tot stand te brengen (cfr. Stuk Kamer, n° 1427/1 - 90/91, Verslag over de Conferentie van de Parlementen van de Europese Gemeenschap, Rome, 27-30 november 1990, p. 25).

Naast geregelde hoorzittingen met de Belgische Regeringsleden heeft het Adviescomité de Secretaris-Generaal van de Commissie van de Europese Gemeenschappen, gehoord over de voorstellen die de Commissie had ingediend bij de IGC met betrekking tot de Politieke Unie.

Via deze hoorzittingen hebben de leden een overzicht gekregen van de voorstellen gedaan door de verschillende instanties, met name :

- de Europese Commissie;
- de nationale Regeringen;
- de Europese Ministerraad;
- het Europees Parlement.

Le 16 avril 1991, la présidence luxembourgeoise a présenté un texte de synthèse, qui a d'ailleurs été transmis sans retard au Parlement belge.

Depuis, les négociations dans le cadre des CIG se poursuivent, sur base de cette « proposition de compromis » luxembourgeoise.

Le Gouvernement belge a défini sa position à l'égard de ladite proposition par la voix du Ministre des Affaires étrangères, lors de la réunion du Comité d'avis du 22 mai 1991.

3. Proposition de compromis de la Présidence du Conseil de Ministres européen sur l'Union politique

3.1. Une première réaction générale du Gouvernement vis-à-vis des propositions luxembourgeoises peut être décrite de la façon suivante :

— préoccupation d'une part quant à la structure à trois piliers de l'Union européenne, proposée par la Présidence luxembourgeoise et d'autre part quant à la réponse peu satisfaisante en ce qui concerne le déficit démocratique. La délégation belge a d'ailleurs émis une réserve générale sur les chapitres « structure » et « codécision »;

— satisfaction critique à l'égard des propositions relatives à la politique sociale, à la politique étrangère et de sécurité commune, à la culture, à l'enseignement, à la citoyenneté;

— insatisfaction à l'égard des propositions relatives à (ou plutôt en raison de l'absence de propositions relatives à) la politique industrielle, la représentation régionale et la cohésion budgétaire.

3.2. L'aspect qui suscite actuellement le plus de difficultés est celui de la structure, qui, en ce qui concerne la Belgique, prend une direction trop intergouvernementale.

L'Union européenne, que le Gouvernement a toujours considérée jusqu'à présent comme un processus évolutif vers une intégration européenne totale — fonctionnerait à présent comme une sorte d'organe de coordination, composé de trois piliers/trois colonnes, à savoir : les Communautés européennes elles-mêmes (CE(E)/CECA/EURATOM), la Politique Étrangère et de Sécurité commune (PESC) et la Coopération dans le domaine des Affaires intérieures et judiciaires.

Nul ne conteste le fait que ces deux derniers piliers devront encore fonctionner quelque temps selon un mode totalement ou partiellement intergouvernemental; des raisons de réalisme politique européen nous contraignent à tenir compte du fait que ces deux piliers ne peuvent être associés que d'une manière provisoire, pragmatique et incomplète au processus d'intégration.

Mais, il est essentiel de continuer à garantir l'objectif à long terme, à savoir la fusion de tous les éléments vers le traité CE et l'UNICITE. Un grand

Op 16 april 1991 heeft het Luxemburgs voorzitterschap een synthesetekst neergelegd, die trouwens zonder verwijf aan het Belgisch Parlement werd overgezonden.

Sindsdien worden de onderhandelingen in de IGC voortgezet op basis van dit Luxemburgs « compromisvoorstel ».

Bij monde van de Minister van Buitenlandse Zaken heeft de Belgische Regering op 22 mei 1991 in de vergadering van het Adviescomité haar standpunt ten aanzien van het Luxemburgs compromisvoorstel bepaald.

3. Compromisvoorstel van het Voorzitterschap van de Europese Ministerraad over de Politieke Unie

3.1. Een eerste algemene reactie van de regering t.a.v. de Luxemburgse voorstellen kan als volgt worden omschreven :

— grote bezorgdheid enerzijds over de in het Luxemburgse voorzitterschap voorgestelde driedelige structuur van de Europese Unie en anderzijds over het weinig bevredigend antwoord wat betreft het democratisch deficit. De Belgische delegatie heeft trouwens een algemene reserve geuit voor de hoofdstukken « structuur » en de « codecisie »;

— kritische tevredenheid met de voorstellen inzake sociaal beleid, gemeenschappelijk buitenlands en veiligheidsbeleid, cultuur, onderwijs, burgerschap;

— ontevredenheid met de voorstellen over (resp. de afwezigheid) industriebeleid, regionale vertegenwoordiging en de budgettaire cohesie.

3.2. Het aspect dat momenteel het meeste zorgen baart, is dat van de structuur. Wat België betreft, wijst dat te veel in een intergouvernementele richting.

De Europese Unie, die tot heden door de Regering steeds beschouwd werd als een evolutief proces naar de volledige Europese integratie toe, zou nu als een soort overkoepelend geheel fungeren waaronder drie pijlers/drie zuilen zouden ressorteren, namelijk de Europese Gemeenschappen zelf (E(E)G/EGKS/EURATOM), het Gemeenschappelijk Buitenlands- en Veiligheidsbeleid (GBVB) en de Samenwerking inzake Binnenlandse en Gerechtelijke Aangelegenheden.

Dat de laatste twee zuilen wellicht nog voor een zekere tijd geheel of gedeeltelijk intergouvernementeel moeten werken, wordt door niemand betwist. Redenen van Europees-politiek realisme dwingen ons ertoe rekening te houden met het feit dat beide slechts op een voorlopige, pragmatische en onvolledige wijze in het integratieproces kunnen worden ingeschakeld.

Essentieel is echter dat het objectief op lange termijn, namelijk de fusie van alle elementen naar het EG-verdrag toe, de UNICITEIT, gevestigd blijft.

danger réside cependant dans le fait que l'on élaborerait à présent, un traité instituant l'Union, en plus du traité instituant la Communauté.

Il a été proposé au Gouvernement de se baser, au cours de la prochaine phase des négociations relatives à ce point, sur les directives suivantes :

- la Communauté européenne doit demeurer intacte en tant que centre et pôle d'attraction pour l'intégration future : l'idée d'un fronton « Union » couvrant le tout doit être adaptée dans ce sens, tenant compte du fait que l'on pourra difficilement rayer la notion d'« Union » vu que par le passé, elle a été « consacrée » à plusieurs reprises par le Conseil européen.

- la Belgique estime qu'il est préférable d'envisager, dans son ensemble, une réédition de l'Acte unique européen.

- le Conseil européen doit maintenir son rôle de stimulant et d'orientation dans les dispositions communes, tant pour les Communautés européennes que pour la PESC et la Coopération dans le domaine des Affaires intérieures et judiciaires. Le rôle du Conseil européen, en tant qu'instrument intergouvernemental, ne peut toutefois pas être amplifié et ne doit donc plus être rappelé dans les piliers distincts.

- Dans les deux domaines, qui devront demeurer quelque temps encore intergouvernementaux — politique étrangère et coopération judiciaire — il convient de conférer au Conseil en tant qu'institution de la Communauté un rôle de plus en plus grand. Ceci, en tant que précurseur d'une communautarisation, n'est possible que dans la mesure où les autres institutions se voient octroyer également un rôle (tel que le droit de co-initiative de la Commission et le droit de contrôle du Parlement).

- en ce qui concerne le Traité C.E., il est utile de rappeler qu'il est élargi et amélioré par la proposition luxembourgeoise dans sa substance (notamment des nouvelles compétences) et que pour les aspects institutionnels, on vise à une plus grande efficacité et un plus grand équilibre démocratique.

3.3. Droit de codécision du Parlement européen

L'un des motifs qui ont donné lieu à la CIG/UPE était la nécessité de trouver une réponse audit « déficit démocratique ». Un des instruments adéquats pour cette réponse était ledit « droit de codécision » par lequel le Parlement européen bénéficierait d'une réelle participation au processus décisionnel. Pour atteindre cet objectif, la Présidence luxembourgeoise a prévu un nouvel instrument : « la loi » (en faisant appel à cet effet à la notion de « hiérarchie des normes »).

La Présidence a proposé d'instaurer la « loi » en maintenant les instruments existants du processus

Er schuilt echter een groot gevaar in het feit dat men nu een verdrag tot oprichting van de Unie zou opzetten naast het verdrag tot oprichting van de Gemeenschap.

Aan de regering werd voorgesteld zich in de komende fase van de onderhandelingen op dit punt door volgende richtlijnen te laten leiden :

- de Europese Gemeenschap moet als centrum en als aantrekkingspool voor de toekomstige integratie intact blijven : het idee van een overkoepelend Uniegedeelte moet in die zin aangepast worden, rekening houdend met het feit dat men het begrip « Unie » wellicht nog moeilijk uit het Europees jargon zal kunnen schrappen, omdat het meermaals in het verleden door de Europese Raad werd « geconsacreerd ».

- België is van mening dat men best in zijn geheel streeft naar een heruitgave van de Eenheidsakte.

- de Europese Raad moet zijn stimulerende en oriënterende rol in de algemene bepalingen behouden, zowel voor de Europese Gemeenschappen als voor het GBVB en voor de samenwerking inzake Binnenlandse en Gerechtelijke Aangelegenheden. De rol van de Europese Raad als intergouvernementeel instrument, mag echter niet worden vergroot en moet dus niet meer worden herhaald in de afzonderlijke pijlers.

- In de beide domeinen, die nog een tijdlang intergouvernementeel zullen moeten blijven — buitenlands beleid en gerechtelijke samenwerking — moet aan de Raad, als instelling van de Gemeenschap, geleidelijk aan een grotere rol worden toegekend. Als voorbode van een communautarisering, kan dit slechts, in de mate dat ook de andere instellingen een rol toebedeeld krijgen (zoals bijv. het recht tot mede-initiatief van de Commissie en toezicht van het Parlement).

- Wat het EG-Verdrag zelf betreft is het nuttig eraan te herinneren dat dit door het Luxemburgs voorstel in zijn substantie wordt uitgebreid en verbeterd (onder meer nieuwe bevoegdheden) en dat voor de institutionele aspecten verder wordt gestreefd naar meer efficiëntie en een groter democratisch evenwicht.

3.3. Medebeslissingsrecht (co-decisie) van het Europees Parlement

Een van de beweegredenen die aan de oorsprong zelf lagen van de IGC/EPU was de nood om een antwoord te vinden op het zogenoemde « democratisch deficit ». Een van de instrumenten die in dit antwoord pasten was het zogenaamde « medebeslissingsrecht » waardoor het Europees Parlement reëel medezeggenschap zou krijgen in het beslissingsproces. Om dat te bereiken heeft het Luxemburgs Voorzitterschap een nieuwe instrument voorzien : « de wet » (daarbij inspelend op het begrip « hiërarchie der normen »).

Het Voorzitterschap heeft voorgesteld de « wet » in te voeren met behoud van de bestaande instrumen-

législatif (règlement/directive/décision/recommandation/avis).

Afin d'éviter un champ d'application déjà trop étendu et de maintenir simultanément l'ensemble du processus décisionnel sous contrôle, la proposition de la Présidence limite « la loi » à 4 domaines (cohésion, économique et sociale; recherche scientifique; environnement; coopération au développement).

Cette « loi » ne déterminerait que des principes de base et des normes communes pour une matière bien précise, tandis que la mise en application dans la loi serait confiée au Conseil ou à la Commission.

Sur le plan de la procédure et sur le plan institutionnel, l'instauration de cet instrument législatif va de pair avec l'octroi d'un droit de codécision au Parlement européen, notamment par le biais d'une procédure de conciliation, par laquelle le Parlement ainsi que le Conseil peuvent avoir le dernier mot, à savoir le droit de rejet.

Bien que le système proposé par les Luxembourgeois soit politiquement important, il ne faut pas oublier que :

- la proposition actuelle « loi/codécision » ne confère pas véritablement de droit de codécision au Parlement européen et n'offre donc pas de réponse suffisante audit déficit démocratique;

- plus de clarté doit être apportée dans la hiérarchie des normes;

- il convient d'examiner le champ d'application de la procédure de codécision, limité à quatre domaines, et en l'occurrence de l'étendre d'une manière contrôlée (du moins si l'on maintenait la « loi » et la procédure qui l'accompagne);

- Dans l'esprit du Mémorandum du Gouvernement belge de mars 1990, la délégation belge doit mettre l'accent sur le maintien, l'extension et l'amélioration de la procédure de coopération existante telle qu'elle fonctionne actuellement entre le Conseil, la Commission et le Parlement européen. Il serait possible d'améliorer la procédure elle-même, notamment en octroyant au Parlement européen un droit final de rejet (tel que proposé par le Mémorandum du Gouvernement belge et repris par la Présidence dans sa procédure de « codécision »).

3.4. La véritable discussion sur les structures et le droit de codécision du Parlement européen n'a pas encore commencé. Dans le cadre de l'examen thématique, la citoyenneté, la politique sociale ainsi que la cohésion économique et sociale ont principalement été examinées jusqu'à présent.

3.5. La Présidence luxembourgeoise a inséré dans sa proposition un chapitre sur « La Citoyenneté de l'Union ». Ce chapitre prévoit un certain nombre de droits qui sont octroyés aux citoyens de l'Union, parmi lesquels figurent le droit de libre circulation et de séjour, ainsi que la participation en son lieu de résidence aux élections communales et aux élections du

ten van het wetgevend proces (verordening/richtlijn/beslissing/aanbeveling/advies).

Om een al te groot toepassingsveld te voorkomen en tegelijkertijd het ganse beslissingsproces onder controle te houden, beperkt het voorstel van het Voorzitterschap de « wet » tot 4 domeinen (economische en sociale cohesie; wetenschappelijk onderzoek; leefmilieu; ontwikkelingssamenwerking).

In deze « wet » zou men alleen de basisbeginselen en algemene regels voor een bepaalde materie vastleggen, terwijl de tenuitvoerlegging in de wet zou worden toegekend aan de Raad of Commissie.

Op het proceduriële en institutionele vlak gaat de invoering van dit wetgevend instrument gepaard met de toekenning van een medebeslissingsrecht aan het Europees Parlement, onder meer via een verzoeningsprocedure, waarbij het Parlement, net als de Raad, uiteindelijk het laatste woord kunnen hebben, namelijk het recht tot verwerpen.

Alhoewel het door het Luxemburgs voorzitterschap voorgestelde systeem politiek belangrijk is mag men niet uit het oog verliezen :

- dat het huidige « wet-co/decisie »-voorstel eigenlijk geen volledig medebeslissingsrecht aan het Europese Parlement geeft en dus geen afdoende antwoord biedt op het zogenaamde democratisch deficit;

- dat er wellicht meer duidelijkheid moet komen in de hiërarchie der normen;

- dat het tot vier domeinen beperkte toepassingsgebied van de codecisieprocedure moet worden onderzocht en desgevallend op een gecontroleerde wijze uitgebreid (althans indien men de « wet » en de daarmee gepaard gaande procedure van codecisie zou behouden);

- dat de Belgische delegatie, in de geest van het Memorandum van de Belgische Regering van maart 1990, de nadruk zou leggen op het behoud, de uitbreiding en de verbetering van de bestaande samenwerkingsprocedure zoals deze thans functioneert tussen Raad, Commissie en Europees Parlement. Men zou de procedure zelf kunnen verbeteren onder meer door een finaal recht tot verwerpen aan het Europees Parlement toe te kennen (zoals voorgesteld door het Memorandum van de Belgische Regering en zoals overgenomen door het Voorzitterschap in haar « co-decisie »-procedure).

3.4. De echte discussie over de structuren en het medebeslissingsrecht van het Europees Parlement, is nog niet begonnen. In het kader van de thematische behandeling zijn tot nu toe vooral het burgerschap, de sociale politiek en de economische en sociale cohesie behandeld.

3.5. Het Luxemburgs Voorzitterschap heeft in haar voorstel een hoofdstuk ingelast over « Het Burgerschap van de Unie ». Hierin wordt aan de burger van de Unie een aantal rechten toegekend waaronder het recht van vrij verkeer en verblijf, alsmede de deelname in zijn verblijfplaats aan gemeenteraadsverkiezingen en de verkiezingen voor het Europese

Parlement européen. Il y a lieu de remarquer que ce chapitre serait repris dans le Traité CE lui-même et donc pas dans la partie de l'Union (avec toutes ses conséquences en ce qui concerne le caractère contraignant, la justiciabilité etc.). Seul le Royaume-Uni insiste encore sur un transfert de ce chapitre vers la partie Union!

Le principal problème qui a surgi au cours de la discussion était l'applicabilité directe ou non des droits octroyés. Un certain nombre d'états membres de concert avec la Commission ont estimé que tous les droits énumérés seraient directement et effectivement applicables. Une majorité — dont la Belgique — ont estimé que « l'acquis communautaire » en la matière devait être maintenu (par exemple les directives CE en matière de droit de séjour) et que l'octroi de ces droits ne signifiait nullement que les conditions d'exercice ne pourraient pas être modulées (par le biais du droit dérivé et la transposition dans le droit national). Cette question semble à présent avoir été décidée en faveur de la majorité, bien qu'il reste le problème de la prise de décision dans le droit dérivé ou majorité).

Il reste également à décider s'il y a lieu de prévoir une date limite ou non, à laquelle doivent être fixées les modalités et conditions pour l'exercice du droit de vote. La Présidence luxembourgeoise a mentionné sous réserve la date du 31 décembre 1993.

3.6. En ce qui concerne la Politique sociale les propositions que la Présidence a émises le 15 avril 1991 correspondaient dans une large mesure aux propositions de la Belgique et à celles de la Commission. A l'issue d'une première discussion critique lors de la Réunion des Représentants Personnels, elles ont été sensiblement modérées dans les nouvelles propositions de textes du 7 mai 1991. Il s'agit pour la Belgique de s'efforcer de ne plus laisser encore affaiblir le texte, notamment en ce qui concerne le rôle de la Communauté dans la promotion et la transposition d'accords conventionnels entre employeurs et employés et par la reprise de compétences communautaires autonomes dans le domaine social.

Actuellement le champ d'application de la politique sociale de la Communauté semble dépendre, grosso modo, des options suivantes :

— ou bien l'on choisit un large champ d'application doté d'une procédure de vote plus stricte (cfr. proposition allemande relative à la majorité qualifiée renforcée, 66 voix sur 76 au lieu de 54);

— ou bien l'on choisit un champ d'application plus réduit mais l'on maintient les règles normales de prise de décision;

— ou l'on s'en tient à ce qui existe parce que l'ensemble des instruments actuels est suffisant (thèse britannique).

La délégation belge s'est opposée à la proposition allemande visant à instaurer dans ce domaine une majorité qualifiée renforcée pour certains thèmes supplémentaires, en raison du danger d'extension de

Parlement. Opgemerkt dient dat dit hoofdstuk in het EG-Verdrag zelf zou worden opgenomen en dus niet in het Uniegedeelte (met alle gevolgen vanden afdwingbaarheid, justitiabiliteit enz.). Enkel het Verenigd Koninkrijk dringt nog aan op een overplaatsing naar het Uniegedeelte!

Hoofdprobleem tijdens de discussie was de al dan niet rechtstreekse werking en toepasselijkheid van de toegekende rechten. Een aantal lidstaten, samen met de Commissie, meenden dat alle opgesomde rechten rechtstreeks en dadelijk toepasbaar zouden worden. Een meerderheid — waaronder België — meende dat ter zake het « acquis communautaire » moest worden behouden (bijv. EG-richtlijnen inzake verblijfsrecht) en dat het toekennen van rechten niet betekende dat de uitoefeningsvoorwaarden niet zouden kunnen worden gemoduleerd (via het afgeleid recht en de omzetting in het nationale recht). Dit debat lijkt vooralsnog beslecht ten voordele van de meerderheid, ook al blijft het probleem bestaan van de besluitvorming (unanimiteit of meerderheid) in het afgeleide recht.

Open blijft of men al dan niet een streefdatum moet voorzien tegen dewelke de modaliteiten en voorwaarden voor het uitoefenen van het kiesrecht moeten vastgesteld zijn. Het Luxemburgs voorzitterschap heeft onder voorbehoud de datum van 31 december 1993 vermeld.

3.6. Inzake Sociaal beleid stemden de voorstellen van het Voorzitterschap, ingediend op 15 april 1991, in ruime mate overeen met de Belgische en Commissievoorstellen. Deze werden, na een eerste kritische bespreking in de bijeenkomst van de Persoonlijke Vertegenwoordigers, gevoelig afgezwakt in de nieuwe tekstvoorstellen van 7 mei 1991. Voor België komt het erop aan te trachten deze tekst niet verder te laten aantasten, met name inzake de rol van de Gemeenschap in het bevorderen en omzetten van conventionele afspraken tussen werkgevers en werknemers en door de wederopname van autonome Gemeenschapsbevoegdheden op sociaal gebied.

Momenteel lijkt het toepassingsgebied van de sociale politiek van de Gemeenschap zeer ruw geschetst af te hangen van volgende opties :

— ofwel kiest men voor een breed toepassingsveld met een strengere stemmingsprocedure (cfr. Duits voorstel van versterkte gekwalificeerde meerderheid 66 stemmen op 76 i.p.v. 54);

— ofwel kiest men voor een beperkter toepassingsgebied maar behoudt men de normale besluitvormingsregels;

— ofwel blijft alles bij het bestaande, omdat het huidige instrumentarium volstaat (Britse thesis).

De Belgische delegatie heeft weerstand geboden tegen het Duitse voorstel om op dit terrein en voor enkele supplementaire thema's, de versterkte gekwalificeerde meerderheid in te voeren omwille van

cette méthode à d'autres parties du traité et de l'affaiblissement de la méthode communautaire qui en résulte. La délégation belge continue à s'efforcer d'obtenir la simple majorité qualifiée pour les aspects étroitement liés au droit du travail au lieu de l'unanimité prévue par la Présidence.

La délégation belge n'a nullement été soutenue pour la création d'un Comité européen du Travail.

3.7. Au cours des négociations sur l'Union politique une tendance s'est dessinée et des propositions ont été formulées par des Etats membres méridionaux, visant à établir, sur base de « la cohésion économique et sociale » une forme approfondie de solidarité au sein de la Communauté, reposant sur une inévitable augmentation des moyens financiers qui vont de pair.

La prémisses est en effet que le concept d'Union économique et sociale doit être repensé pour tenir compte des charges supplémentaires que la mise en application des nouvelles politiques communautaires imposera aux Etats membres plus démunis. On pense notamment à un fonds compensatoire inter-états en faveur des Etats membres dont le revenu par habitant est inférieur à 90 % de la moyenne européenne, ou à un dispositif par lequel le financement est modulé dans des programmes de cohésion en fonction de la capacité financière de chaque Etat membre.

Même si une telle problématique ne pourra pas à terme être évitée, les propositions semblent en ce moment prématurées et exagérées, compte tenu entre autres du fait que dans le « paquet Delors » (1985), une augmentation plus que substantielle des Fonds structurels a été concédée. La révision des problèmes financiers et budgétaires n'est d'ailleurs pas à l'ordre du jour de la Conférence intergouvernementale.

En outre, une nouvelle série de perspectives financières devront être proposées en 1992 pour la période 1992-1997. A cet effet il sera certainement tenu compte de la cohésion.

Il existe cependant, et à juste titre, une certaine préoccupation (et non seulement auprès des Etats membres méridionaux) quant à l'incidence budgétaire de l'extension des compétences et de nombreuses propositions. Il faut peut-être envisager ce problème dans le cadre du déficit démocratique et du rôle du Parlement européen. Une option qui est examinée notamment au niveau belge, est celle de la mention de garanties budgétaires dans les textes du traité et celle d'un plus grand rôle du Parlement européen dans le budget.

3.8. *Politique industrielle*

En dépit de l'insistance de différents Etats membres, la Présidence luxembourgeoise n'a pas consacré de chapitre séparé à la politique industrielle.

het gevaar van uitbreiding van deze methode naar andere verdragsonderdelen en de verwatering van de communautaire methode die er het gevolg van is. De Belgische delegatie blijft zich inspannen om voor aspecten die aanleunen bij het arbeidsrecht de gewone gekwalificeerde meerderheid te bekommen i.p.v. de door het Voorzitterschap voorziene unanimiteit.

De Belgische delegatie kon geen steun bekomen voor de door haar voorgestelde oprichting van een Europees Arbeidscomité.

3.7. Tijdens de onderhandelingen over de Politieke Unie is er een tendens opgekomen en zijn voorstellen geformuleerd door Zuidere Lidstaten om op grond van de « economische en sociale cohesie », een verregaande vorm van solidariteit in de Gemeenschap in te bouwen, gesteund op een onafwendbare verhoging van de financiële middelen die ermee gepaard zal gaan.

De premisse is inderdaad dat het concept van economische en sociale unie moet herdacht worden om rekening te houden met de supplementaire lasten die de tenuitvoerlegging van de nieuwe gemeenschappelijke beleidsdomeinen op minder begoede lidstaten zal leggen. Zo wordt o.m. gedacht aan een inter-staten-compensatiefonds ten gunste van de Lidstaten wier inkomen per hoofd onder 90 % onder het EG-gemiddelde ligt of aan een dispositief waardoor de financiering in cohesieprogramma's wordt gemoduleerd in functie van de financiële capaciteit van elke Lidstaat.

Alhoewel dergelijke problematiek op termijn ontoekombaar is, lijken deze voorstellen op dit ogenblik voorbarig en overdreven, o.m. rekening houdend met het feit dat in het zogenaamde « pakket Delors » (1985) een verdubbeling van de structuurfondsen werd toegestaan. Heropenen van de financiële en begrotingsproblemen is trouwens niet aan de orde in de intergouvernementele conferentie.

Bovendien moet in 1992 een nieuw pakket financiële perspectieven worden voorgelegd voor de periode 1992-1997. Hierin zal worden rekening gehouden met de cohesie.

Er is echter terecht enige bezorgdheid (en niet alleen bij de Zuidere Lidstaten) over de budgettaire weerslag van de uitbreiding van de bevoegdheden en van talrijke voorstellen. Wellicht moet men dit probleem ook zien in het kader van het democratische deficit en van de rol van het Europees Parlement. Een optie die, onder meer op het Belgisch vlak, wordt onderzocht is die van de inschrijving van budgettaire garanties in de verdragsteksten en die van een grotere rol van het Europese Parlement in de begroting.

3.8. *Industriebeleid*

Ondanks aandringen van de kant van verschillende Lidstaten heeft het Luxemburgs Voorzitterschap geen afzonderlijk hoofdstuk over industriebeleid opgenomen.

La proposition belge, bénéficiant du soutien de la France, de l'Italie, de l'Espagne et de la Grèce, s'est heurtée à l'opposition des États membres septentrionaux. L'on tente actuellement par le biais d'une proposition de la Commission, d'en réexaminer l'essence.

4. Proposition de compromis de la Présidence du Conseil de Ministres européens relatif à l'Union économique et monétaire

Le 23 avril 1991, la présidence luxembourgeoise a également déposé une proposition de compromis relative à l'Union économique et monétaire.

Il y est proposé de reporter à janvier 1996 la création d'un Système européen de Banques centrales, ce qui va à l'encontre des engagements pris par le Conseil européen (réunissant les Chefs d'Etat et de Gouvernement) l'an dernier à Rome (le début de la deuxième phase de l'UEM était prévu pour le 1^{er} janvier 1994).

Le « non-paper » de la présidence luxembourgeoise prévoit, à partir du 1^{er} juillet 1993, la création par les 12 États membres, d'un Conseil des Gouvernements des Banques centrales.

Ce Conseil serait chargé d'intensifier la collaboration entre les banques centrales, d'assurer la promotion de l'ECU et de créer les conditions du rattachement de toutes les monnaies au mécanisme de change du Système monétaire européen.

Ces mesures auraient pour effet de vider la deuxième phase de l'UEM d'une bonne partie de sa substance.

La création d'une véritable Banque centrale européenne n'aurait donc lieu qu'au 1^{er} janvier 1996.

A ce moment, les États membres prépareraient la transition vers la troisième phase de l'UEM et devraient alors s'accorder pour limiter les fluctuations des taux de change.

La Banque centrale européenne (Eurofed) doit donc être créée progressivement. C'est ainsi qu'Eurofed pourrait adresser des recommandations publiques aux États membres qui gèrent mal leur économie.

(Ce principe a été fortement critiqué à la réunion des représentants personnels – les ambassadeurs).

La proposition luxembourgeoise de compromis est contraire à la « ligne dure » (création d'un SEBC dès janvier 1994) préconisée par la France, la Belgique, l'Espagne et l'Italie.

Le Conseil des gouverneurs serait en effet pratiquement identique au Comité des gouverneurs existant.

Het Belgische voorstel, dat de steun genoot van Frankrijk, Italië, Spanje en Griekenland, stuitte op verzet van de Noordelijke Lidstaten. Nu wordt gepoogd via een Commissievoorstel de essentie ervan terug op tafel te krijgen.

4. Compromisvoorstel van het Voorzitterschap van de Europese Ministerraad over de EMU

Op 23 april 1991 heeft het Luxemburgs Voorzitterschap eveneens een compromisvoorstel neergelegd met betrekking tot de EMU.

Voorgesteld wordt de creatie van een Europees Systeem van Centrale Banken uit te stellen tot januari 1996, dit in tegenstelling tot de engagementen gedaan door de Europese Raad (de Staatshoofden en Regeringsleiders) te Rome vorig jaar (begin van de tweede fase van de EMU was voorzien de 1ste januari 1994).

Vanaf 1 juli 1993 voorziet de « non-paper » van het Luxemburgs Voorzitterschap de creatie door de 12 Lidstaten van een Raad van Gouverneurs van de Centrale Banken.

Deze raad zou belast worden met de intensivering van de samenwerking tussen de centrale banken, de bevordering van de ECU en het scheppen van de voorwaarden voor de aanhechting van alle munten aan het wisselkoersmechanisme van het Europees monetair systeem.

Hierdoor zou de tweede fase dus een belangrijk deel van haar substantie verliezen.

Slechts op 1 januari 1996 zou dan een echte Europese Centrale Bank worden opgericht. Op dat ogenblik zouden de Lidstaten de overgang voorbereiden naar de 3de fase van de EMU.

De Lidstaten zouden dan moeten overeenkomen de schommelingen van de wisselkoersen te beperken.

De Europese Centrale Bank (Eurofed) moet aldus geleidelijk worden opgebouwd. Zo zou Eurofed publieke aanbevelingen kunnen richten tot Lidstaten die niet goed hun economie beheren.

(Dit principe is op de vergadering van de persoonlijke vertegenwoordigers – de ambassadeurs – sterk gekritiseerd).

Het Luxemburgs compromisvoorstel gaat in tegen het standpunt van de harde lijn (t.t.z. creatie van een ESCB vanaf januari 1994) met name: Frankrijk, België, Spanje en Italië.

Een raad van Gouverneurs is immers quasi analoog aan het reeds bestaande Comité van Gouverneurs.

5. Projet de Traité sur l'Union européenne

La Présidence luxembourgeoise a rédigé, le 18 juin, un nouveau texte à la suite de l'examen des propositions de compromis (voir les points 3 et 4 ci-avant).

Ce texte constitue un « Projet de Traité sur l'Union européenne » et sera déposé par la Présidence fin juin 1991, au terme de son mandat. Il constituera alors une nouvelle base de discussion pour la Conférence intergouvernementale.

De nombreuses délégations considèrent ce nouveau texte comme un progrès par rapport aux propositions formulées auparavant et notamment en ce qui concerne l'unicité de la structure. Certaines délégations, c'est-à-dire le Royaume-Uni et le Danemark, ont cependant émis quelques réserves.

Les modifications les plus importantes du nouveau texte portent sur les matières suivantes :

- la vocation « fédérale » de l'Union;
- la nature juridique de la future « Union ». Des efforts ont été faits dans le sens de l'unicité mais des ambiguïtés demeurent.

Les Pays-Bas, en particulier, proposent de prévoir des « étapes et des procédures » afin de lancer des « ponts » entre les différents niveaux qui existeraient à l'intérieur d'un Traité unique;

- la tenue d'une nouvelle Conférence intergouvernementale en vue d'une révision des traités a été proposée (dans le non paper) et la France a avancé l'échéance de 1996.

La proposition française a surpris, d'une part par la proximité de cette échéance, d'autre part parce que l'on craint que la fixation d'une telle date devienne un prétexte pour ne pas procéder à une réforme de fond aujourd'hui;

- le principe de « subsidiarité ». Il y a divergence de vues quant à la place à accorder à cette notion dans le Traité. Certaines délégations souhaitent la voir inscrite dans le préambule; d'autres ainsi que la Commission européenne préfèrent la voir apparaître dans le Traité lui-même;

- la codécision : une évolution intéressante est à remarquer.

En effet, la Commission a marqué son accord avec les changements proposés par la Présidence. Des problèmes se posent néanmoins encore quant à la nouvelle hiérarchie des normes et la notion de « loi ».

- l'extension des compétences. Une liste de compétences a été proposée sans pour autant prévoir de priorités (différentes d'un Etat membre à un autre).

- la Commission : une investiture simple est préférée à une investiture double (Président d'abord, Commission ensuite). Une proposition a été émise quant au nombre de commissaires dans le sens d'une

5. Ontwerp van Verdrag over de Europese Unie

Op 18 juni heeft het Luxemburgs Voorzitterschap een nieuwe tekst opgesteld, resulterend uit de besprekingen van de compromisvoorstellen (zie punt 3 en 4 supra).

Deze tekst vormt een « Ontwerp van Verdrag over de Europese Unie » en zal einde juni 1991 worden ingediend door het Voorzitterschap bij het einde van haar mandaat. Het zal aan gelden als nieuwe discussiebasis in de IGC.

Verscheidene delegaties beschouwen die nieuwe voorstellen als een hele verbetering ten opzichte van eerder geformuleerde voorstellen en wijzen vooral op de eenheid van de structuur. Andere delegaties zoals de Britse en de Deense maken desondanks enig voorbehoud.

De belangrijkste wijzigingen van de nieuwe tekst hebben op volgende punten betrekking :

- de « federale » roeping van de Unie;
- het juridische karakter van de toekomstige « Unie ». Er werden al inspanningen met het oog op eenheid geleverd, maar een aantal dubbelzinnigheden konden niet worden weggewerkt.

Voor Nederland is voorstander van een fasestructuur en een aantal procedures die voor de verbinding moeten zorgen tussen de verschillende niveaus die in een Eenheidsakte zouden blijven bestaan;

- in de « non-paper » werd voorgesteld een nieuwe Intergouvernementele Conferentie bijeen te roepen met het oog op herziening van de Verdragen. Frankrijk schoof als streefdatum 1996 naar voren.

Het Franse voorstel heeft iedereen verrast. Eerst en vooral is er de einddatum die zo dichtbij ligt en voorts vreest men dat een vaste datum als voorwendsel zou worden gebruikt om niet meteen voor een grondige hervorming te zorgen;

- het « subsidiariteitsbeginsel ». De standpunten over de plaats die dit begrip in het Verdrag moet krijgen, lopen uiteen. Sommige delegaties wensen het beginsel in de preambule op te nemen, terwijl anderen — waaronder ook de Europese Gemeenschap — de voorkeur geven aan een plaats in het Verdrag zelf.

- het medebeslissingsrecht : hier valt een interessante ontwikkeling op te merken.

De Commissie heeft immers ingestemd met de door het Voorzitterschap voorgestelde wijzigingen. Toch rijzen nog een aantal problemen in verband met de nieuwe normenhiërarchie en het begrip « wet ».

- bevoegdheidsuitbreiding : er werd een lijst van bevoegdheden voorgesteld die evenwel geen duidelijke prioriteiten bevat (die prioriteiten liggen voor elke Lidstaat elders).

- de Commissie : de voorkeur gaat uit naar een enkelvoudige in plaats van een tweevoudige aanstelling (eerst de Voorzitter en vervolgens de Commissie). Met betrekking tot het aantal commissarissen is

réduction de 17 à 12 commissaires, plus cinq commissaires adjoints.

Le document de la présidence luxembourgeoise du 18 juin 1991 comprend un titre (pour mémoire) sur le rôle des Parlements nationaux dans l'Union européenne. A ce sujet, la France a proposé un amendement visant à organiser, trois fois par an, des conférences réunissant le Parlement européen et les Parlements nationaux dans le but de les consulter sur les thèmes relatifs à la politique étrangère et de sécurité intérieure et la coopération judiciaire (thèmes non encore « communautarisés »).

6. Evaluation de la situation au sein des CIG

Alors que nous arrivons au terme de la présidence luxembourgeoise ainsi que de la première phase des CIG, le Comité d'avis juge utile de dresser un bilan des travaux accomplis dans le cadre des CIG.

Le Comité d'avis était au départ partagé entre deux courants (qui se sont traduits par le dépôt de propositions de résolution) au sujet de la stratégie à suivre pour orienter les travaux des CIG dans la direction souhaitée.

6.1. Proposition de résolution de M. Van der Maelen et consorts (Doc. n° 1584/1, 1990-1991). Cette proposition vise à rappeler au Gouvernement les positions qui doivent être adoptées au sein des CIG dans les différents secteurs. Un membre estime que ce texte est trop vague et qu'il n'indique nullement selon quelle orientation il conviendrait de développer les différents secteurs de la politique européenne. Aussi l'intervenant se propose-t-il de présenter des amendements en séance plénière.

6.2. Propositions de résolution de M. Simons et consorts et de Mme Kestelijn-Sierens et consorts (Doc. n° 1606 et 1612, 1990-1991) ainsi que la proposition officielle de M. De Gucht (Euro-parlementaire). Ces propositions visent à ce que la Chambre des Représentants ne ratifie pas les modifications que les CIG doivent apporter aux Traités de Paris et de Rome avant que le Parlement européen ne les ait approuvées.

A l'heure actuelle, seul un petit nombre de gouvernements sont disposés à octroyer une compétence législative au Parlement européen, sous la forme d'un droit de codécision (l'Allemagne, la Belgique, l'Italie, les Pays-Bas en partie et, marquant de nombreuses réserves, l'Espagne).

Malgré les conférences préparatoires interinstitutionnelles, qui se déroulent aussi bien avant que pendant les conférences intergouvernementales et au cours desquelles le Parlement, le Conseil et la Commission procèdent à des échanges d'idées, le Parlement n'a, d'un point de vue formel, aucun pou-

voorgesteld dit aantal te verminderen van 17 tot 12, en naast deze 12 commissarissen 5 adjunct-commissarissen te benoemen.

Het document van het Luxemburgse voorzitterschap van 18 juni 1991 omvat een titel (pro memorie) betreffende de rol van de nationale Parlementen in de Europese Unie. Dienaangaande heeft Frankrijk een wijzigingsvoorstel ingediend, dat ertoe strekt drie maal per jaar een conferentie van het Europees Parlement en de nationale Parlementen te houden, teneinde hen te raadplegen op het gebied van het buitenlands beleid, alsmede van het beleid inzake binnenlandse veiligheid en justitiële samenwerking (dat wil zeggen de alsnog niet « gecommunautariseerde » aangelegenheden).

6. Evaluatie van de stand van zaken in de IGC

Naar het einde toe van het Luxemburgs Voorzitterschap en tegelijk van de eerste fase van de IGC acht het Adviescomité het nuttig een balans op te maken van de werkzaamheden in de IGC.

Binnen het Adviescomité bestonden er aanvankelijk twee stromingen (die gestalte kregen in een aantal voorstellen van resoluties) over de te volgen strategie om de uitkomst van de IGC in de gewenste richting te sturen.

6.1. Voorstel van resolutie van de heer Van der Maelen en c.s. (Stuk Kamer n° 1584/1, 1990-1991). Dit voorstel heeft tot doel de Regering te herinneren aan de standpunten die in de IGC moeten worden ingenomen, met betrekking tot de verschillende sectoren. Een lid is van oordeel dat deze tekst te vaag is en dat geenszins wordt aangegeven in welke richting de verschillende beleidssectoren moeten worden uitgebouwd. Spreker zal dan ook amendementen indienen in de Plenaire Vergadering.

6.2. De voorstellen van resolutie (n°s 1606 en 1612/1990-1991) van respectievelijk de heer Simons, c.s. en Mevrouw Kestelijn-Sierens c.s.) evenals het officieus voorstel van de heer De Gucht (Euro-parlementslid). Deze voorstellen strekken ertoe dat de Kamer van Volksvertegenwoordigers de door de IGC te wijzigen Verdragen van Parijs en Rome, niet zou goedkeuren tenzij het Europees Parlement eerst zijn goedkeuring heeft gegeven.

Op dit moment zijn slechts een beperkt aantal regeringen ertoe bereid aan het Europees Parlement wetgevende bevoegdheid in de vorm van medebeslissingsrecht te verlenen (Duitsland, België, Italië, gedeeltelijk Nederland en heel voorzichtig, Spanje).

Ondanks de Inter-institutionele voorbereidende conferenties, zowel vóór als tijdens de Intergouvernementele Conferenties, waar Parlement, Raad en Commissie van gedachten wisselen, heeft het Parlement formeel gezien geen enkele zeggenschap over de resultaten van die Intergouvernementele Confe-

voir sur les résultats de ces conférences intergouvernementales. Si l'article 236 du Traité de Rome dispose que l'avis du Parlement européen est requis pour convoquer une conférence intergouvernementale (sans préciser si cet avis doit nécessairement être favorable), cet avis n'est pas requis pour les résultats de la conférence, qui doivent être ratifiés dans chaque Etat membre conformément aux diverses dispositions constitutionnelles en vigueur. Cela revient, en pratique, à une approbation par les parlements nationaux.

Le Parlement européen a cependant adopté, avant le début des Conférences intergouvernementales, des propositions détaillées de modification des Traités, propositions qui font partie des documents de travail des Conférences intergouvernementales.

Une de ces propositions tend précisément à amender l'article 236 du Traité de Rome, en vue de permettre au Parlement européen d'adopter, de rejeter ou d'amender (en recourant éventuellement à une procédure de conciliation) la modification des Traités adoptée par les représentants des gouvernements des Etats membres avant qu'elle soit soumise pour approbation aux parlements nationaux (rapport Martin).

Cette option a également été défendue au point 16 de la Déclaration finale de la Conférence des parlements de la Communauté européenne, adoptée à Rome le 30 novembre 1990. Cette déclaration finale se prononce également en faveur d'une plus grande symbiose entre les parlements nationaux et le Parlement européen.

La Conférence intergouvernementale sur l'Union politique n'envisage pas à l'heure actuelle la modification de l'article 236. Le cas échéant, cette procédure ne s'appliquerait de toute manière qu'à partir de la prochaine Conférence intergouvernementale.

Le Parlement italien s'est engagé, par ses résolutions du 6 décembre 1990 (Sénat) et du 20 novembre 1990 (Chambre), à ne pas approuver les résultats des Conférences intergouvernementales avant que le Parlement européen les ait lui-même approuvés.

Certains membres du Comité d'avis sont d'avis qu'une telle action ne peut aboutir qu'à condition que d'autres parlements suivent cet exemple. Si une telle position était adoptée par plusieurs parlements, elle aurait bien plus d'impact que si elle restait celle d'un seul, qui aurait à subir la pression de douze gouvernements, dont celui de son propre pays.

Il doit être entendu, dès le départ, qu'une telle position doit être adoptée à l'égard des résultats des deux conférences et ce, pour diverses raisons. Premièrement, il est évident qu'en absence de fondement démocratique les propositions en matière

renties. Indien artikel 236 van het Verdrag van Rome bepaalt dat het advies van het Europees Parlement wel vereist is voor de bijeenroeping van een intergouvernementele conferentie (waarbij niet wordt gespecificeerd of dit advies noodzakelijkerwijs gunstig moet zijn), dan is zulks niet vereist met betrekking tot de resultaten van de conferentie, welke in elke Lidstaat overeenkomstig de onderscheidene grondwettelijke bepalingen moeten worden bekrachtigd. In praktijk betekent dit dus de goedkeuring door de nationale parlementen.

Nochtans is het zo dat het Europese Parlement vóór de aanvang van de Intergouvernementele Conferenties gedetailleerde voorstellen tot wijziging van de Verdragen heeft aangenomen, welke deel uitmaken van de werkdocumenten van de Intergouvernementele Conferenties.

Eén van deze voorstellen behelst precies de amendering van artikel 236 van het Verdrag van Rome, waardoor aan het Europese Parlement de mogelijkheid zou worden gegeven na aanneming van de verdragswijziging door de vertegenwoordigers van de regeringen van de Lidstaten, deze aan te nemen, te verwerpen of te amenderen (met eventueel een conciliatieprocedure) vooraleer ze naar de nationale parlementen door te sturen voor goedkeuring (rapport Martin).

Deze zienswijze werd eveneens verdedigd in de slotverklaring van de Conferentie van de Parlementen van de Europese Gemeenschap, aangenomen in Rome op 30 november 1990, met name in punt 16. Deze eindverklaring spreekt zich tevens uit voor een versterkte samenwerking tussen de nationale parlementen en het Europees Parlement.

Op dit ogenblik wordt de wijziging van artikel 236 door de Intergouvernementele Conferentie over Politieke Unie niet overwogen. Zelfs indien dat wél het geval zou zijn, dan nog zou deze procedure slechts toepassing kunnen vinden vanaf de volgende Intergouvernementele Conferentie.

Het Italiaanse Parlement heeft bij resolutie van 6 december 1990 (Senaat) en 20 november 1990 (Kamer), zich ertoe verbonden niet eerder de resultaten van de Intergouvernementele Conferentie te zullen goedkeuren dan wanneer het Europees Parlement zich zal uitgesproken hebben — en akkoord kan gaan — met de resultaten van die conferentie.

Sommige leden van het Adviescomité zijn van mening dat een dergelijke actie slechts resultaat kan boeken wanneer andere parlementen dit voorbeeld volgen. Een dergelijke positie zal veel effectiever zijn als stok achter de deur, wanneer ten minste een aantal parlementen eenzelfde standpunt innemen, dan wanneer één parlement wordt blootgesteld aan de druk van twaalf regeringen, waaronder die van het eigen land.

Het moet ab initio duidelijk zijn dat een dergelijke houding noodzakelijkerwijze de resultaten van beide conferenties moet betreffen, en dat om verscheidene redenen. Ten eerste is het zo dat de voorstellen inzake Economische en Monetaire Unie zonder democra-

d'union économique et monétaire restent dans le vide.

Deuxièmement, le « parallélisme » prévu dès le départ entre les deux conférences doit empêcher que les résultats de l'une soient adoptés sans ceux de l'autre afin d'éviter qu'un accord intervienne, par exemple, sur l'UEM alors que le Parlement ne voit pas ses attentes satisfaites en matière d'Union politique et de droit de codécision.

6.3. Proposition de compromis du Comité d'Avis

Les deux points de vue (6.1 et 6.2) peuvent par conséquent être définis de la manière suivante :

— le premier implique une évaluation en commun du contenu des conférences intergouvernementales par les parlements nationaux et le Parlement européen;

— le second laisse au Parlement européen le soin de procéder à cette évaluation et relève de la stratégie politique.

A l'encontre de cette procédure, les arguments suivants ont été formulés : dans le contexte constitutionnel actuel, la procédure d'approbation proposée n'est, que ce soit au niveau belge ou au niveau européen, pas conforme aux principes fondamentaux du droit des traités. Les parlements nationaux seraient lésés dans leurs prérogatives si leur approbation était subordonnée à la décision d'autres instances.

On ne peut laisser au seul Parlement européen le soin d'apprécier les résultats des Conférences intergouvernementales.

Il est en tout cas souhaitable que les parlements apprécient les résultats des Conférences intergouvernementales avant que les travaux de celles-ci soient terminés, et ce, afin de permettre une dernière adaptation du texte définitif des traités. L'organisation d'une séance d'évaluation par les différents parlements (ou par la convocation de nouvelles Assises, ou suivant une autre formule) peut dès lors être envisagée.

La déclaration de Rome de la Conférence des parlements de la CE, devrait servir de cadre général d'évaluation.

En particulier, trois critères d'évaluation devraient être pris en considération :

— ne pas hypothéquer l'objectif final de la construction européenne (notamment : l'Unité des Traités);

— la codécision du Parlement européen;

— la définition d'une politique sociale crédible.

Désireux de soumettre une proposition de texte de résolution à la séance plénière pour que celle-ci puisse en discuter avant le Conseil européen des 28 et 29 juin 1991 à Luxembourg, le Comité d'avis n'a pas approfondi la discussion notamment sur base de

tische onderbouw eigenlijk in het luchtledige zwellen.

Ten tweede moet het « parallélisme » tussen beide dat werd vooropgesteld, ertoe leiden dat de resultaten van de ene conferentie niet worden goedgekeurd zonder de resultaten van de andere teneinde te vermijden dat bijvoorbeeld wel een akkoord inzake EMU wordt bereikt terwijl niet wordt tegemoet gekomen aan de verwachtingen van het Parlement inzake de totstandkoming van de Politieke Unie en het medebeslissingsrecht.

6.3. Compromisvoorstel van het Adviescomité

De twee standpunten (6.1 en 6.2) komen dus neer op het volgende :

— het eerste betekent een gezamenlijke inhoudelijke evaluatie van de IGC door de nationale parlements en het Europees Parlement,

— het tweede laat de evaluatie over aan het Europees Parlement en is politiek strategisch van aard.

Als argumenten tegen deze laatste procedure worden aangevoerd dat in de huidige constitutionele context, zowel op Belgisch als op Europees vlak de voorgestelde goedkeuringsprocedure niet in overeenstemming is met de huidige basisbeginselen van het verdragsrecht. De prerogatieven van de nationale parlements zouden geschaad worden indien hun goedkeuring afhangt van de beslissing van een andere instantie.

De beoordeling van de uitkomst van de IGC kan niet alleen overgelaten worden aan het Europese Parlement.

Het Adviescomité acht het in elk geval aangewezen dat de parlements de resultaten van de IGC beoordelen nog vóór het einde ervan om de definitieve verdragsteksten bij te sturen. De organisatie van een evaluatiemoment door de verschillende parlements (hetzij door samenroeping van nieuwe Assisen, hetzij door een andere formule) kan daarom overwogen worden.

Als algemeen evaluatiekader zou de slotverklaring van de Conferentie van de parlements van de EG moeten gelden.

In het bijzonder kunnen drie evaluatiecriteria worden aangelegd :

— het niet hypothekeren van het einddoel van de Europese integratie (namelijk de Uniceit);

— het medebeslissingsrecht van het Europees parlement;

— de totstandkoming van een geloofwaardig sociaal beleid.

Teneinde een voorstel van resolutie te kunnen voorleggen aan de Plenaire Vergadering, opdat deze erover zou kunnen debatteren vóór de Europese Raad van 28 en 29 juni 1991 te Luxemburg, heeft het Adviescomité de recente opties in de nieuwe referen-

l'évolution amorcée dans le nouveau texte de référence (18 juin 1991) de la présidence du Conseil des ministres européens et n'a pas modifié le texte de la proposition de résolution approuvé par tous les membres présents lors de sa réunion du 17 juin 1991.

Dès lors, plusieurs membres ont exprimé l'intention d'amender ce texte en séance plénière.

Le Président,

CH.-F. NOTHOMB

Les Rapporteurs,

M.-P. KESTELIJN-SIERENS,
H. SIMONS,
D. VAN DER MAELEN
K. DE GUCHT (PE)

tietekst (18 juni 1991) van het Voorzitterschap van de Europese Ministerraad nog niet nader onderzocht. Het voorstel van resolutie dat hierna volgt werd tijdens de vergadering van 17 juni 1991, door de aanwezige leden aangenomen.

Verschillende leden hebben het voornemen te kennen gegeven deze tekst te amenderen in de Plenaire Vergadering.

De Voorzitter,

CH.-F. NOTHOMB

De Rapporteurs,

M.-P. KESTELIJN-SIERENS,
H. SIMONS,
D. VAN DER MAELEN EN
K. DE GUCHT (EP)

PROPOSITION DE RESOLUTION

concernant les Conférences Intergouvernementales sur l'Union politique européenne et sur l'Union économique et monétaire

Vu le rapport (Doc. Chambre n° 1668/1-90/91) de son Comité d'avis chargé des questions européennes;

Vu le mémorandum du Parlement belge, préparatoire de la Conférence des parlements de la Communauté européenne, approuvé le 22 novembre 1990;

Vu la Déclaration finale de la Conférence des Parlements de la Communauté européenne de Rome, approuvée le 30 novembre 1990;

Vu les conclusions du Conseil européen des 14 et 15 décembre 1990;

Vu les résolutions du Parlement européen et plus particulièrement celles sur l'Union économique et monétaire du 10 octobre 1990; sur les Conférences intergouvernementales dans le cadre de la stratégie du Parlement européen pour l'Union européenne du 22 novembre 1990 et sur le renforcement de la légitimité démocratique dans le cadre de la Conférence intergouvernementale sur l'Union politique du 18 avril 1991;

Vu les déclarations des Ministres des Affaires étrangères, des Finances, de l'Emploi et du Travail ainsi que du Secrétaire d'Etat à l'Europe 1992 devant le Comité d'avis chargé de questions européennes relatives à l'état d'avancement des Conférences intergouvernementales sur l'Union politique et l'Union économique et monétaire;

La Chambre des représentants,

En ce qui concerne la construction européenne

1. – rappelle que l'intégration européenne doit déboucher sur une Union dotée d'un ordre démocratique et d'une structure fédérale;

– rejette la structure tripartite proposée par la présidence du Conseil de Ministres des C.E. du mois d'avril 1991 et charge le Gouvernement de veiller à ce que les étapes intermédiaires intergouvernementales (l'unicité de la Construction européenne) n'hypothèquent pas l'objectif final;

– n'accepte que temporairement que la coopération s'effectue dans certains domaines sur une base intergouvernementale et insiste pour que tout processus décisionnel de l'Union soit communautarisé dans les plus brefs délais.

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

betreffende de Intergouvernementele Conferenties inzake de Europese Politieke Unie en de Economische en Monetaire Unie

Gelet op het verslag van haar Adviescomité voor Europese aangelegenheden, Stuk Kamer n° 1668/1-90/91;

Gelet op het Memorandum van het Belgische Parlement ter voorbereiding van de Conferentie van Parlementen van de Europese Gemeenschap, goedgekeurd op 22 november 1990;

Gelet op de Slotverklaring van de Conferentie van Parlementen van de Europese Gemeenschap te Rome, goedgekeurd op 30 november 1990;

Gelet op de conclusies van de Europese Raad van 14 en 15 december 1990;

Gelet op de resoluties van het Europees Parlement en meer in het bijzonder deze over de Economische en Monetaire Unie van 10 oktober 1990; over de Intergouvernementele Conferenties in het kader van de strategie van het Europees Parlement voor de Europese Unie van 22 november 1990 en over de versterking van de democratische legitimiteit in het kader van de Intergouvernementele Conferentie over de Politieke Unie van 18 april 1991;

Gelet op de verklaringen van de Ministers van Buitenlandse Zaken, Financiën, Arbeid en Tewerkstelling en van de Staatssecretaris voor Europa 1992, voor het Adviescomité voor Europese Aangelegenheden, over de stand van de Intergouvernementele Conferenties over de Politieke Unie en over de Economische en Monetaire Unie;

De Kamer van Volksvertegenwoordigers,

In verband met de Europese architectuur

1. – herinnert eraan dat de Europese integratie moet uitmonden in een democratisch geordende en federaal gestructureerde unie;

– verwerpt de door het Voorzitterschap van de Europese Ministerraad in april 1991, voorgestelde driedelige structuur en draagt de Regering op erover te waken dat de intermediaire intergouvernementele stappen, het finale doel (de uniciteit van de Europese structuur) niet hypotheceren;

– aanvaardt slechts tijdelijk dat op bepaalde domeinen op intergouvernementele basis wordt samengewerkt en dringt aan op een zo snel mogelijke volledige communautarisering van de besluitvorming van de Unie.

En ce qui concerne la légitimité démocratique

2. se réjouit du soutien apporté par plusieurs gouvernements au principe de codécision entre le Parlement européen et le Conseil, mais constate que les propositions formulées par la présidence du Conseil de Ministres des C.E. du mois d'avril 1991 ne prévoient qu'un droit de codécision limité dans un nombre de domaines également limité.

3. estime qu'en ce qui concerne la légitimité démocratique, les résultats des conférences intergouvernementales doivent être examinés à la lumière des principes suivants :

— les adaptations futures des traités des Communautés européennes devront être soumises à l'approbation du Parlement européen étant entendu que celui-ci doit être étroitement impliqué dans la révision de ces Traités;

— le principe de subsidiarité doit être à la base de toute extension des compétences de la Communauté et de la coopération intergouvernementale; dans le même temps, un contrôle parlementaire efficace doit être garanti au niveau adéquat;

— tout acte législatif doit être codécidé par le Parlement européen et le Conseil, selon une procédure qui nécessite l'approbation des deux branches du pouvoir législatif;

— le Parlement européen doit disposer d'un droit d'initiative en cas de carence de la Commission;

— la nouvelle hiérarchie des normes ne peut contribuer à éroder le droit de codécision du Parlement européen;

— la Commission doit être désignée de façon démocratique au début de chaque législature parlementaire, c'est-à-dire que son président doit être élu par le Parlement et que la Commission doit présenter devant le Parlement un programme politique qui fera l'objet d'un vote de confiance;

— la Commission doit exercer sa fonction exécutive sous le contrôle du Parlement européen et avec un droit d'évocation du Conseil et du Parlement;

4. insiste auprès du Gouvernement belge pour que celui-ci s'oppose à toute proposition qui serait contraire aux principes énumérés ci-avant;

En ce qui concerne la politique commune en matière de relations extérieures, de sécurité et de défense

5. estime que l'on a accordé trop peu d'attention au contrôle parlementaire démocratique au cours des discussions concernant l'élaboration d'une politique commune en matière de relations extérieures et de sécurité;

In verband met de democratische legitimiteit

2. is verheugd over de steun van verscheidene regeringen voor het beginsel van de medebeslissing van het Europees Parlement met de Raad, doch stelt vast dat de voorstellen van het Voorzitterschap van de Europese Ministerraad in april 1991 slechts op een beperkt aantal domeinen voorziet in een dan nog onvolledig medebeslissingsrecht.

3. meent dat de resultaten van de Intergouvernementele Conferenties, voor wat de democratische legitimiteit betreft, moeten worden getoetst aan volgende principes :

— toekomstige aanpassingen van de verdragen van de Europese Gemeenschappen dienen aan de goedkeuring van het Europees Parlement te worden onderworpen met dien verstande dat dit Parlement nauw betrokken dient te worden bij de herziening van deze Verdragen;

— het subsidiariteitsbeginsel moet aan de basis liggen van iedere uitbreiding van de Gemeenschapsbevoegdheden en van de intergouvernementele samenwerking; gelijktijdig dient een doeltreffende parlementaire controle op het gepaste niveau te worden gewaarborgd;

— iedere wetgevende akte dient tot stand te komen via de medebeslissing tussen het Europees Parlement en de Raad, volgens een procedure die de goedkeuring vereist van de twee takken van de wetgevende macht;

— het Europees parlement moet over een initiatiefrecht beschikken, in geval de Commissie in gebreke blijft;

— de nieuwe hiërarchie der normen mag geen uitholling betekenen van het medebeslissingsrecht van het Europees Parlement;

— de Commissie dient op een democratische wijze te worden aangesteld bij het begin van iedere parlementaire legislatuur, met name via de verkiezing van haar Voorzitter door het Parlement en via de voorstelling door de Commissie van een beleidsprogramma aan het Parlement, waarop een vertrouwensstemming volgt;

— de Commissie dient de uitvoerende taken uit te oefenen onder toezicht van het Europees Parlement en met een evocatiebevoegdheid van de Raad en het Parlement;

4. dringt er bij de Belgische Regering op aan dat deze zich zou verzetten tegen voorstellen die ingaan tegen de bovenstaande principes;

In verband met het Gemeenschappelijk Buitenlands, Veiligheids- en Defensiebeleid

5. is van oordeel dat tijdens de discussies betreffende de vorming van een Gemeenschappelijk Buitenlands en Veiligheidsbeleid al te weinig aandacht werd geschonken aan de democratische parlementaire controle;

6. souhaite que l'on confie le plus rapidement possible aux instances communautaires le soin de prendre les décisions en matière de relations extérieures et de sécurité et que soient posés les fondements de l'intégration progressive de la politique de défense;

7. considère qu'une politique commune en matière de relations extérieures, de sécurité et de défense doit être développée parallèlement à l'évolution des institutions européennes vers une Union politique organisée sur un mode démocratique au sein de laquelle le Parlement européen doit jouer pleinement son rôle;

8. demande la communautarisation de la politique en matière de coopération au développement, dont l'objectif premier doit consister à promouvoir l'indépendance et le dynamisme économique du tiers monde;

En ce qui concerne l'élimination du déficit social

9. s'inquiète des difficultés qui sont apparues au cours des discussions concernant l'élimination du déficit social;

10. considère que les traités communautaires doivent prévoir une politique sociale commune et comporter des dispositions adéquates en matière de cohésion économique et sociale : cela implique non seulement que les traités affirment de manière plus résolue ces objectifs, mais aussi que les décisions dans ce domaine soient prises à la majorité qualifiée;

En ce qui concerne l'harmonisation fiscale et l'union économique et monétaire

11. soutient entièrement la proposition visant à remplacer la prise de décision à l'unanimité en matière d'harmonisation fiscale par une prise de décision à la majorité qualifiée;

12. insiste sur la nécessité d'un parallélisme strict entre l'évolution de l'harmonisation fiscale et un contrôle budgétaire sévère de la part de la Communauté européenne;

13. estime que l'union monétaire doit être réalisée en cohérence avec les objectifs économiques généraux qui tiennent compte des priorités sociales et écologiques;

14. estime qu'il faut garantir la responsabilité démocratique du système européen des banques centrales;

En ce qui concerne la politique industrielle commune

15. est d'avis qu'une politique industrielle communautaire doit avoir comme objectif de promouvoir la compétitivité européenne;

6. drukt de wens uit dat inzake het buitenlands- en het veiligheidsbeleid zo snel mogelijk wordt overgegaan tot de communautaire besluitvorming en dat de grondslagen gelegd worden voor de geleidelijke integratie van het defensiebeleid.

7. meent dat de uitbouw van een Gemeenschappelijk Buitenlands, Veiligheids- en Defensiebeleid parallel moet lopen met de evolutie van de Europese instellingen in de richting van een democratisch geordende Politieke Unie waarin het Europees Parlement ten volle zijn rol moet spelen;

8. dringt aan op communautarisering van het beleid inzake ontwikkelingssamenwerking dat in de eerste plaats dient gericht te worden op de bevordering van de zelfstandigheid en de economische weerbaarheid van de Derde Wereld.

In verband met de opheffing van het sociale tekort

9. is verontrust over de moeilijkheden tijdens de discussies betreffende de opheffing van het sociale tekort;

10. is van mening dat de communautaire verdragen in een gemeenschappelijk sociaal beleid moeten voorzien en passende bepalingen inzake economische en sociale samenhang moeten bevatten; dat impliceert niet alleen dat de verdragen die doelstellingen krachtadiger bevestigen maar ook dat besluiten ter zake bij gekwalificeerde meerderheid worden genomen;

In verband met de fiscale harmonisering en de Economische en Monetaire Unie

11. steunt ten volle het voorstel om de besluitvorming bij unanimité inzake fiscale harmonisering te vervangen door een gekwalificeerde meerderheid;

12. dringt er op aan dat de vooruitgang inzake de fiscale harmonisering parallel verloopt met de uitwerking van een strakke Europese begrotingscontrole;

13. meent dat het monetaire beleid van de Unie dient nagestreefd te worden in samenhang met algemene economische beleidsdoelstellingen die rekening houden met sociale en ecologische prioriteiten;

14. is van oordeel dat de democratische aanrekenbaarheid van het Europees Stelsel van Centrale Banken moet worden verzekerd;

In verband met het communautair industriebeleid

15. is van mening dat een Europees industriebeleid tot doel moet hebben het Europees concurrentievermogen te bevorderen;

En ce qui concerne la politique régionale

16. souhaite que soient prévus tous les moyens d'une collaboration entre les institutions communautaires et les régions constitutionnellement ou légalement constituées dans les Etats membres, et ce en particulier dans le cadre de la politique des fonds structurels.

En ce qui concerne la politique en matière d'environnement

17. estime que la Communauté doit être dotée de compétences supplémentaires dans le domaine de l'environnement; que les décisions en la matière doivent être prises à la majorité qualifiée et que la Communauté doit mener une politique visant à sauvegarder l'équilibre écologique de la Communauté et de notre planète; préconise que l'article 2 du traité soit amendé aux fins d'exprimer cet objectif qui implique un processus de la citoyenneté européenne.

En ce qui concerne la citoyenneté européenne

18. souligne l'importance que revêt une réglementation européenne relative à la libre circulation des personnes incluant une politique européenne en matière d'immigration et axée sur le respect des droits du citoyen;

19. demande l'inclusion dans les traités de dispositions visant à instaurer une citoyenneté européenne, notamment par le droit de vote aux élections européennes pour tous les citoyens de la Communauté dans l'Etat membre où ils résident; demande l'inscription dans les traités de la Déclaration des droits et libertés fondamentaux adoptée par le Parlement européen le 12 avril 1989, ainsi que l'adhésion de la Communauté à la Convention européenne des Droits de l'Homme;

En ce qui concerne la politique culturelle

20. estime qu'il conviendrait d'ajouter aux traités européens une disposition spécifique consacrée à la culture, afin de soutenir le rayonnement culturel de l'Europe, en précisant que la diversité culturelle et les langues des peuples de la Communauté doivent être respectées et protégées;

En conclusion

21. annonce qu'elle prendra l'initiative de convoquer une nouvelle Conférence des Parlements de la Communauté européenne avant la fin des travaux des Conférences intergouvernementales, et ce afin d'arrêter une position commune à l'égard des propositions de modification des traités.

In verband met het regionaal beleid

16. spreekt de wens uit dat wordt voorzien in alle middelen die nodig zijn voor samenwerking tussen de communautaire instellingen en de grondwettelijk of wettelijk in de Lid-Staten ingestelde regio's en zulks inzonderheid in het raam van het beleid inzake de structuurfondsen;

In verband met het milieubeleid

17. is van oordeel dat de Gemeenschap aanvullende bevoegdheden moet krijgen in milieuzaken; dat de besluiten ter zake bij gekwalificeerde meerderheid moeten worden genomen en dat het beleid van de Gemeenschap er op gericht moet zijn het ecologisch evenwicht in de Gemeenschap en op onze planeet te beschermen; stelt een amendement van artikel 2 van het Verdrag voor zodat voormelde doelstelling, die een proces van duurzame ontwikkeling impliceert, daarin tot uiting komt;

In verband met het Europese staatsburgerschap

18. benadrukt het belang van een Europese regeling betreffende het vrij verkeer van personen, met inbegrip van een Europees migrantenbeleid, waarbij het respect voor de rechten van de burger centraal staat;

19. vraagt dat in de verdragen bepalingen worden opgenomen die tot doel hebben een Europees staatsburgerschap in te stellen, met name door bij de Europese verkiezingen aan alle burgers van de Gemeenschap stemrecht te verlenen in de Lid-Staat waar zij verblijven; vraagt dat in de verdragen de door het Europees Parlement op 12 april 1989 aangenomen verklaring van de fundamentele rechten en vrijheden wordt opgenomen en dat de Gemeenschap toetreedt tot de Europese Conventie voor de Rechten van de Mens;

In verband met het Cultuurbeleid

20. meent dat een bijzondere cultuurparagraaf moet worden toegevoegd aan de Europese verdragen, teneinde Europa's culturele uitstraling te ondersteunen, daarbij preciserend dat de culturele verscheidenheid en de talen van de volkeren van de Gemeenschap geëerbiedigd en beschermd moeten worden;

Tot besluit

21. kondigt aan dat ze het initiatief zal nemen tot samenroeping van een nieuwe Conferentie van Parlementen van de Europese Gemeenschap vóór het einde van de I.G.C.-werkzaamheden teneinde een gezamenlijke houding te bepalen ten aanzien van de voorstellen tot verdragswijziging;

22. annonce qu'elle n'approuvera en aucun cas les modifications des traités si les résultats des Conférences intergouvernementales ne sont pas conformes à la Déclaration finale de la Conférence des Parlements de la Communauté européenne de Rome, qui a été approuvée le 30 novembre 1990;

23. décide de ne pas approuver les résultats des deux Conférences intergouvernementales sur l'Union politique et sur l'Union économique et monétaire lorsque le Parlement européen refuse son assentiment du fait de l'absence de l'indispensable légitimité démocratique;

24. estime que compte tenu des liens étroits existant entre l'Union politique européenne et l'Union économique et monétaire, les résultats des deux Conférences intergouvernementales devraient être soumis simultanément pour approbation;

25. décide de transmettre la présente résolution au Sénat, au Parlement européen et aux parlements des Etats membres de la Communauté européenne, au Conseil européen, au Conseil de ministres ainsi qu'à la Commission des Communautés européennes.

22. kondigt aan dat ze onder geen beding haar goedkeuring zal verlenen aan de verdragswijzigingen indien de resultaten van de Intergouvernementele Conferenties niet in overeenstemming zijn met de Slotverklaring van de Conferentie van Parlementen van de Europese Gemeenschap te Rome, goedgekeurd op 30 november 1990;

23. beslist niet te zullen overgaan tot de goedkeuring van de resultaten van beide Intergouvernementele Conferenties inzake de Politieke Unie en inzake de Economische en Monetaire Unie, wanneer het Europees Parlement zijn instemming weigert wegens het ontbreken van de noodzakelijke democratische legitimiteit;

24. is van oordeel dat gezien de nauwe banden tussen de Europese Politieke Unie en de Economische en Monetaire Unie, de resultaten van beide Intergouvernementele Conferenties gelijktijdig ter goedkeuring moeten worden voorgelegd;

25. besluit deze resolutie over te zenden aan de Senaat, het Europees Parlement en de nationale Parlementen van de Europese Gemeenschap, aan de Europese Raad, aan de Raad van Ministers en aan de Commissie van de Europese Gemeenschappen.